



■ Benazir Bhutto, ancien Premier ministre pakistanais.

Au nom de la démocratie : une guerre par procuration menée contre la terreur, un président maintenu et qui se maintient de force, et le retour controversé d'une opposante. Au Pakistan, la première victime n'est autre que la démocratie elle-même.

L'impasse pakistanaise

Un événement. Après huit ans d'exil, l'icône de l'opposition pakistanaise, Benazir Bhutto, choisit le 18 octobre pour retourner en triomphe dans son pays. Près de

250 000 sympathisants venus de tout le Pakistan l'accueillent en liesse à Karachi et accompagnent son convoi à travers la ville. Pour assurer la sécurité sur son passage, ce sont également plus de 20 000 policiers qui sont mobilisés au sein de la capitale économique. La dirigeante du Parti du peuple pakistanais a en effet fait l'objet de menaces de la part de plusieurs groupes d'islamistes radicaux. Le trajet prévu doit la conduire de l'aéroport jusqu'au mausolée de Jinnah, père fondateur du « Pays des purs ». Mais l'inévitable se produit. Dans

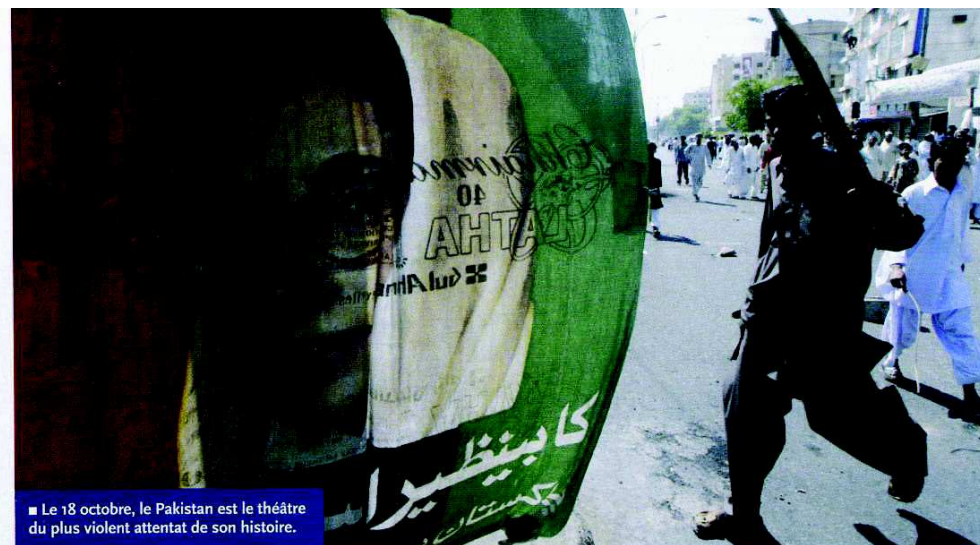
une rue empruntée par le convoi, les lumières s'éteignent brusquement. Une grenade sème la panique. Et une explosion. Le Pakistan vient de connaître l'attentat le plus meurtrier de son histoire.

Bhutto-Musharraf, l'alliance improbable

Au moins 139 morts et plus de 400 blessés. Quant à la principale visée, elle en sortira indemne. Malgré l'attentat, Benazir Bhutto s'est montrée déterminée à conduire son parti au cours des législatives de janvier afin de restaurer la « démocratie ». Deux jours plus tard, elle dévoilait les noms des suspects qui pourraient être responsables de l'attentat. Parmi les désignés : des militants d'Al Qaïda, des talibans afghans et pakistanais mais aussi de hauts responsables de l'armée, partisans de l'ancien dictateur Moha-

mad Zia-ul-Haq. En 1977, ce dernier avait renversé le père de Benazir Bhutto, Zulfikar Ali Bhutto, alors Premier ministre, avant de le faire exécuter par pendaison en 1979.

Si le retour de Benazir Bhutto est perçu par les pays occidentaux comme un symbole de démocratie, au Pakistan tout le monde n'est pas du même avis. D'après Olivier Roy, directeur de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et spécialiste de l'islam, « la base territoriale de Benazir Bhutto, inchangée depuis 30 ans, est celle du Parti du peuple pakistanais implanté surtout dans le sud, le Sind. Elle a des partisans également dans le reste du pays mais a contre elle les Pachtounes, la commission islamique et très certainement une grande partie des cadres de l'armée qui voit son retour d'un mauvais œil. Le pays est donc polarisé à la fois sur des divisions idéologiques et sur des divisions ethniques ». Première femme à la tête d'un gouvernement dans un pays musul-



■ Le 18 octobre, le Pakistan est le théâtre du plus violent attentat de son histoire.

man, Benazir Bhutto a été Premier ministre de 1988 à 1990, puis de 1993 à 1996. Mais elle est accusée à plusieurs reprises de corruption et elle finit par s'exiler en 1999 pour échapper aux poursuites judiciaires. Ces affaires nuisent à son image. Depuis l'étranger, elle ne cesse de critiquer l'autoritarisme de Pervez Musharraf, prônant le passage d'une dictature militaire à un régime civil. Coup de théâtre, le 5 octobre, une ordonnance de réconciliation nationale adoptée par Islamabad l'amnistie des charges pesaient contre elle. Le président étant en mauvaise posture, Benazir Bhutto avait en effet saisi l'occasion pour négocier pendant plusieurs mois un partage du pouvoir, aussi contre-nature soit-il. Ce rapprochement n'a pas manqué de ternir davantage sa réputation démocratique d'ores et déjà entamée. D'aucuns n'hésitent pas à l'accuser d'un double jeu, dénonçant le manque de démocratie au sein de son propre parti. C'est sans compter la méfiance que suscite son positionnement pro américain. Auparavant, Benazir Bhutto avait d'ailleurs affirmé qu'elle ne s'opposerait pas à une intervention militaire américaine dans la zone tribale et pachtoune frontalière avec l'Afghanistan qui sert de refuge aux jihadistes si elle venait à être élue Premier ministre en janvier. Des propos qui ont profondément choqué. Pour Olivier Roy, « le retour de Benazir Bhutto est le résultat d'une négociation politique menée sous la pression américaine pour obliger le général Musharraf à mettre une dimension civile à son gouvernement. Il ne

s'agit pas du tout d'un passage à la démocratie. Il y aura des législatives. C'est un plus. Mais Benazir Bhutto est une politicienne chevronnée qui a déjà été Premier ministre et qui fait partie de l'establishment. Il n'y a donc pas à attendre de bouleversement dans la vie politique pakistanaise ». Si Pervez Musharraf en arrive à traiter avec sa rivale politique de toujours, c'est « parce qu'il est complètement isolé », explique Olivier Roy. En effet sa légitimité est en perte de vitesse, autant aux yeux des alliés — Etats-Unis, Union européenne — que sur le plan interne. Dans l'impasse, le général a plus que jamais besoin d'un allié reconnu en Occident, même si cela implique un partage du pouvoir.

Une annulation des élections ?

Washington s'est en effet montré plus réservé au cours des derniers mois et ce, malgré la respectabilité internationale acquise du fait de sa participation à la lutte contre le terrorisme après le 11 septembre 2001 et de la normalisation des relations avec l'Inde. La confrontation avec les fondamentalistes de la Mosquée rouge des 10 et 11 juillet, à 500 mètres du siège des services secrets d'Islamabad, y est certainement pour quelque chose. Ainsi que les zones tribales toujours hors de contrôle d'Islamabad et qui favorisent la réimplantation des talibans en Afghanistan. Or, la dépendance financière et militaire de Musharraf à l'égard des Etats-Unis est immen-

se. Sur le plan interne, la situation n'est guère meilleure. Les contestataires de l'autoritarisme de Musharraf se multiplient, et pas seulement chez les jihadistes. Les émeutes, qui ont éclaté à Karachi le 12 mai réclamant la démission du chef de l'Etat deux mois après la suspension du président de la Cour Suprême et qui ont fait une quarantaine de morts, le prouvent. Actuellement, la Cour Suprême doit se prononcer sur la rééligibilité du général et sur la validité du scrutin qui lui a permis d'être réélu au suffrage indirect le 6 octobre. Selon la Constitution, Musharraf devrait renoncer à son statut de chef des armées avant les élections de janvier et se soumettre au vote des assemblées non pas sortantes mais nouvelles. Mais afin de dissuader la Cour de délégitimer le président, certains n'hésitent pas à faire miroiter la perspective d'une annulation des prochaines élections si le président décidait de recourir à la loi martiale. L'alignement sans faille aux « recommandations » de Washington agace aussi. Car ce ne sont pas moins de 80 000 soldats pakistanais qui sont mobilisés à la frontière afghane dans le cadre de la lutte contre la terreur. Le Pakistan apparaît comme une perpétuelle ligne de front entre les Etats-Unis et leurs ennemis. Ironie du sort : hier Washington soutenait, contre les Soviétiques, ses ennemis d'aujourd'hui. Idem en Irak avec les ex-baathistes participant désormais à l'insurrection. Se pourrait-il que le prétexte démocratique ne paie pas ? ■

AMINA BOUBIA

Les zones tribales toujours hors de contrôle d'Islamabad favorisent la réimplantation des talibans en Afghanistan.